



9° CONGRÈS AMIENS. 1974 Contribution au débat



Tribune Socialiste n° 636 du 29 novembre 1974. Pages 10 et 11

Daniel CLAUDIN, Daniel GERAND, Cécilia JOXE, André LAUDOUZE, Jean MENDELSON, Bernard PLEGAT (membres de la Commission Internationale)

A propos de l'internationalisme au P.s.u.

PRESENTATION : Nous voulons rappeler par ce texte quelques vérités qui ne nous paraissent pas hors-sujet dans le débat qui se déroule actuellement dans le Parti sur l'approfondissement de la stratégie d'Unité Populaire. Nous pensons qu'un parti socialiste ne doit jamais perdre de vue l'indissoluble lien entre une stratégie internationaliste et sa propre stratégie sur le plan national.

La position internationale du PSU s'est définie au long des années 1960, dans une période dominée par les luttes de libération menées par les peuples colonisés ou soumis au néo-colonialisme des grandes puissances occidentales. Aujourd'hui au contraire, dans une époque de crise du capitalisme mondial, la période nous semble caractérisée par la montée des luttes anti capitalistes qui posent comme objectif à court ou à moyen terme la transition au socialisme. Les difficultés des bourgeoisies des pays industrialisés à faire face à cette crise et à cette montée des luttes peuvent donner une certaine crédibilité aux solutions réformistes de la social-démocratie ; or, en Europe occidentale, une partie importante de la classe ouvrière organisée l'est au sein des organisations social-démocrates.

Par ailleurs, l'émergence en Europe de régimes issus de l'effondrement des dictatures fascistes (Grèce, Portugal) et qui sont le fruit d'alliances complexes, doit retenir notre attention. Cela est d'autant plus important que, dans ces pays, une forte mobilisation populaire se développe (ou est susceptible de se développer rapidement), qui ne semble pas se contenter des objectifs purement démocratiques des nouveaux régimes.

Enfin, et pour ne pas rallonger la liste, rappelons que certains pays de la « périphérie » (Pérou, Ethiopie, etc..) connaissent à l'heure actuelle des régimes forts — avec les militaires au pouvoir — qui peuvent être amenés à jouer dans la région un rôle progressiste.

Ces quelques exemples, qui ne sont que des illustrations des diverses formes que peuvent prendre aujourd'hui les mouvements anti-impérialistes, et du contexte dans lequel se développent les mouvements populaires anticapitalistes, nous contraignent à une analyse sérieuse de notre stratégie internationaliste. Nous n'avons pas l'intention de clore cette analyse — qui ne peut être que le fruit d'un travail collectif et surtout d'une prise en charge responsable par le parti tout entier — mais seulement poser les jalons en vue d'un approfondissement de la question.

I - Pour le développement des acquis du parti

1.1. - Depuis plus de deux ans, le recul du PSU sur le plan international a été sensible. Cela est d'autant plus grave que nos acquis dans ce domaine étaient considérables. Ces acquis nous semblent illustrés notamment par :

1.1.1 - La naissance même du PSU : le combat contre la guerre colonialiste en Algérie a été un ciment fondamental. Le PSU a donc dès l'origine opté pour un anticolonialisme conséquent.

1.1.2 - Le long et difficile débat qui a accompagné l'évolution du PSU sur la question palestinienne ; le parti a été amené, à la suite d'une prise de conscience exemplaire à bien des égards, à passer d'un soutien au « sionisme de gauche » à un clair antisionisme.

1.1.3 - Le travail du PSU sur les problèmes d'Europe ; les contacts établis avec plusieurs mouvements qui luttent à l'intérieur du Marché Commun ont accéléré la prise de

conscience de la nécessité d'une Europe des travailleurs.

1.2 - Ces acquis ne se sont pas développés. Le PSU a traversé une période d'absence de réflexion sur les problèmes internationaux, qui l'a amené à une politique « tous azimuts » : il a mélangé une solidarité au coup par coup, de type purement humaniste, et un tissu de relations de caractère diplomatique sans lien direct avec les luttes populaires. Nous croyons donc en l'urgence d'une orientation internationale plus conséquente, d'autant que nous avons une place importante à tenir.

1.2, 1 - Le gauchissement verbal du PS (dont le récent article de Gaston Defferre sur Cuba, publié dans *Le Monde*, montre les limites) et les efforts parfois volontaristes du CERES pour donner une autre image de la politique internationale du PS, peuvent faire illusion auprès de certains camarades. Nous ne voulons cependant pas nier une évolution sensible par rapport à la SFIO atlantiste de sinistre mémoire. Mais le PS est encore marqué par son appartenance à l'Internationale Socialiste, résidu anticomunisme de l'antique IIème Internationale. Notons au passage le tour de passe-passe publicitaire du PS qui consiste à faire passer le Parti Socialiste Chilien pour son « parti-frère » sans dire que celui-ci a toujours été un parti ouvrier marxiste et que c'est le Parti Radical Chilien qui appartient à l'Internationale Socialiste.

1.2, 2 - L'internationalisme du PCF ne peut, de toute évidence, qu'être conséquent avec sa stratégie de la révolution par étape, d'accession au gouvernement par la voie électorale et la lutte pour la démocratie avancée. Le consensus des PC d'Europe occidentale sur cette ligne semble un acquis : de larges fronts sont déjà constitués, ou sont en passe d'être constitués, qui relient les PC à certains secteurs de la bourgeoisie.

1.2, 3 - La solidarité internationale des groupes d'extrême-gauche, fonction de leur propre insertion dans les luttes en France, est souvent limitée. Les raisonnements de chapelle, les nombreux « a priori » dans l'appréciation des luttes dans les autres pays, vont à rencontre d'un réel internationalisme prolétarien. Tous les mouvements se réclamant d'une organisation quelconque (par exemple la IVème Internationale ou une de ses multiples tendances) développent surtout sur le plan international des modèles de révolutions qu'il faudrait appuyer en négligeant une analyse des situations objectives. Le PSU a toujours considéré, à juste titre que, dans l'état actuel de division du

mouvement ouvrier dans le monde, toute reconnaissance d'une Internationale existante et non-représentative ne peut être que nuisible. A ce sujet, nous tenons à rappeler l'incompatibilité d'une double appartenance pour les militants du PSU : cela suppose que le PSU n'entretiendra aucune relation avec la « Tendance Marxiste-Révolutionnaire Internationale », dont l'AMR est actuellement membre.

2 - A la recherche d'un internationalisme conséquent

2.1 - Si l'on considère que le P.S.U. a une place à tenir en France, il y a aussi une responsabilité sur le plan international, tant par les analyses qu'il doit promouvoir que par le type de solidarité qu'il doit développer. Notre stratégie sur le plan international doit se référer à notre position internationale, celle-ci ne trouvant réellement à s'exprimer que si elle s'insère dans la lutte de classes en France. C'est là dessus que notre réflexion doit porter ; autrement dit, il faut faire en sorte que toute option internationaliste soit liée à une pratique courante, qu'elle ne soit pas le fruit d'un seul secteur du parti, éloigné des autres secteurs (entreprises, immigrés, armée, etc.).

2.2 - Pour définir une pratique internationaliste, le parti possède, outre ses acquis cités ci-dessus, quelques axes qu'il est bon de rappeler :

— l'anticolonialisme ; cette tâche ne s'est pas achevée avec la libération de l'Algérie. Nous devons continuer notre lutte contre le colonialisme français aux Antilles et en Guyane, en Somalie (Djibouti) et dans les océans Pacifique (Nouvelle Calédonie, Polynésie) et Indien (La Réunion, les Comores), en œuvrant sur les mots d'ordre déterminés par les organisations progressistes des peuples colonisés, et par elles seules ;

— l'anti-impérialisme, qui concerne à la fois la solidarité politique et matérielle avec les peuples en lutte contre les USA et leurs valets, et la lutte contre l'impérialisme français sous ses aspects économiques, militaires et diplomatiques ;

— l'action anticapitaliste qui se fait essentiellement dans deux directions : le développement de l'axe de l'Europe des travailleurs (coordination des luttes...) et le

développement des liens avec les organisations se battant sur une ligne révolutionnaire de masse.

Ces différents aspects sont évidemment liés d'une manière indissoluble sans pour autant se recouper complètement ; nous devons être capables de cerner dans chaque action les limites inhérentes à l'étape de la lutte engagée.

2.3 - Ces lignes d'action doivent avoir essentiellement pour corollaires indispensables :

2.3, 1- Une analyse approfondie de la période, qui seule peut nous permettre de mettre à profit les expériences des autres peuples ; nous reviendrons sur ce point. Il nous faut par ailleurs définir les urgences pour chaque période et déterminer les combats qui nécessitent une solidarité plus intense, cela pour éviter une trop grande dispersion de nos forces.

2.3, 2- Un soutien résolu aux pays qui représentent l'espoir des peuples au combat, et dont les gouvernements assument avec courage le rôle de base d'appui politique, militaire et diplomatique pour ces peuples ; ce soutien entraîne des obligations qui excluent toute attitude sectaire ou « puriste » envers les gouvernements de ces pays. Nous pensons notamment — et cette liste n'est pas limitative — à Cuba révolutionnaire, premier territoire libre d'Amérique ; à l'Algérie, qui assume avec efficacité le rôle de porte-parole du « Tiers-Monde » progressiste et du mouvement des Non-Alignés, et qui apporte un soutien direct aux peuples qui luttent pour leur libération nationale ; au Yémen Démocratique et Populaire, avant-garde révolutionnaire dans cette zone névralgique de la péninsule et de l'Océan Indien ; et bien sûr, plus que jamais, au Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam et au gouvernement de la République Démocratique du Sud-Vietnam, qui expriment si clairement la lutte héroïque du peuple vietnamien.

2.3, 3 - Une solidarité active qui ne soit pas simplement humaniste (encore qu'il ne faille en aucun cas négliger ce type de sensibilité) : le Chili n'a commencé à intéresser TS que lorsque la menace sur l'UP s'est précisée. Dans les luttes de libération nationale ou les luttes antifascistes, il nous faut appuyer prioritairement la ligne révolutionnaire qui se dégage de ces combats, dans la mesure où un front unifié n'a pas été créé entre les diverses organisations, du type du FNL vietnamien.

3 - Des analyses indispensables à une pratique conséquente

3.1 - Il nous faut, en liaison avec notre propre combat, approfondir l'étude et la compréhension des expériences et des luttes extérieures. Pour que l'internationalisme ne devienne pas une solidarité ponctuelle et émotionnelle qui dure le temps d'une manifestation ou d'une action spectaculaire, le PSU doit être capable non seulement d'appeler à la solidarité contre le fascisme dans tel ou tel pays, ce qui reste toujours un appel abstrait, mais encore de lier les luttes de classe des autres pays aux préoccupations des travailleurs français (sur l'Union de la Gauche, les rapports entre organisations, le passage pacifique au socialisme, le problème des élections, etc..) ; il faut aussi trouver des formes de solidarité adéquates (par exemple la mobilisation des travailleurs des industries d'armement).

L'exemple récent de la solidarité avec le Chili illustre la faiblesse de la pratique du PSU en matière internationale : lors du coup d'Etat, le parti s'est trouvé relativement désemparé au niveau de ses analyses. Une vision schématique répandue dans le PSU, d'abord sur le « réformisme » de l'Unité Populaire, puis sur la nécessité d'un appui inconditionnel et global à tous les aspects de l'UP, a freiné le débat sur le véritable enjeu du Chili, la portée de l'affrontement de classe accentué qui s'y déroulait et la poussée du mouvement populaire. Le Portugal aujourd'hui, l'Espagne demain peut-être, sont des cas qui apportent ou apporteront aussi des expériences enrichissantes dans ce domaine.

3.2 - Du point de vue des thèmes qui nous paraissent exiger une plus grande attention du parti, nous en voyons principalement deux :

3.2.1. - Militants français, nous sommes directement concernés par les contradictions inter-impérialistes qui, quoique non principales au niveau de la lutte des classes à l'échelle mondiale, sont extrêmement importantes pour notre action et doivent être analysées avec précision. Les illusions kautskystes du « super-impérialisme », déjà détruites en son temps par Lénine, ne résistent pas à l'analyse de la dépression que connaissent les Etats-Unis et de la crise monétaire révélant la profondeur des contradictions inter-



impérialistes. Par ailleurs, la crise du capitalisme ouvre de réelles possibilités de non-alignement (explicitées par Fidel Castro dans son discours de septembre 1974 devant les Comités de Défense de la Révolution) ; l'exemple des pays pétroliers peut inciter les pays mono-producteurs à s'organiser pour lutter contre la détérioration des termes de l'échange, sans pour autant être socialistes ni même socialisants.

3.2.2 - L'évolution et la nature des luttes de classes qui se déroulent à l'intérieur des pays du « camp socialiste », en particulier en URSS et dans les autres pays du Pacte de Varsovie, doivent être examinées avec attention. Ce problème est suffisamment vaste pour que nous ne fassions que l'effleurer ; cependant, nous pensons que ces conflits ne peuvent en aucun cas être assimilés aux luttes entre la classe ouvrière et la bourgeoisie des pays capitalistes ; elles ne peuvent non plus se réduire à un affrontement entre une classe ouvrière et des directions prétendument « staliniennes ». Toute simplification schématique de ce type ne fait qu'obscurcir le problème.

Conclusion : Ces quelques points soulevés ne peuvent en aucun cas trancher le débat. Certains d'entre eux étaient déjà à l'ordre du jour du Conseil de Juvisy, les

autres ne sont que les rappels des points essentiels de l'orientation du PSU. Nous proposons que le parti y réfléchisse, et pour cela, que le Congrès inscrive les questions internationales à l'ordre du jour du prochain Conseil. Ce ne sera guère que la deuxième fois en deux ans ; peut-être sera-ce la bonne ?

D'ici là nous pensons que le PSU ne peut s'engager dans des initiatives qui remettraient sous une forme ou sous une autre ces acquis en question. Et nous insistons sur le caractère indispensable de notre réflexion et de notre action internationales, non pour satisfaire notre bonne conscience envers les opprimés, mais parce que c'est vital pour notre propre lutte. « L'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir, c'est aussi une nécessité » (Che Guevara).

Daniel CLAUDIN, Daniel GERAND, Cécilia JOXE, André LAUDOUZE, Jean MENDELSON, Bernard PLEGAT (membres de la Commission Internationale) ■